

Proposition de loi sur le pouvoir d'achat :

Mettre la pression sur les pauvres, faire payer les travailleurs et assurer les profits de la rente et du capital.



Mieux comprendre, mieux s'armer, mieux lutter

Derrière les annonces tonitruantes des mesures prises pour soutenir les revenus des ménages pointe en réalité une politique de classe des plus classiques : mettre la pression sur les pauvres, faire payer les travailleurs et assurer les profits de la rente et du capital.

Quelle signification donner au « paquet pouvoir d'achat » du gouvernement ?

Nous sommes entrés dans une crise structurelle qui doit bien plus aux excès d'un capitalisme débridé qu'aux effets de conjonctures qu'on pensait passagères. Tout concourt actuellement à nous inscrire dans une crise profonde et durable : pandémie, rupture des chaînes d'approvisionnement, éclatement des bulles spéculatives (voir celle des cryptomonnaies), guerre en Ukraine et menace de déséquilibre un peu partout dans le monde, inflation galopante, etc.

Pour faire face aux défis qui nous sont imposés, et qui sont tous dus aux dérives d'un système capitaliste hyper financiarisé le gouvernement a choisi d'appliquer les vieilles recettes libérales, les mêmes qui avantagent les plus riches et qui creusent chaque jour un peu plus les inégalités : Baisse des impôts de production, Aides sans contrepartie aux entreprises, Soutien de la sphère rentière, Gel des salaires (en fait baisse substantielle du niveau de vie), ... autant de décisions qui pavent le chemin d'un resserrement austéritaire qui vient.

Des aides en trompe l'œil

Un projet de loi devrait donc être présenté en conseil des ministres le 6 juillet et cela fait plusieurs semaines que le gouvernement use et abuse de sa communication habituelle pour marteler l'idée qu'il agit pour soutenir le pouvoir d'achat et protéger les ménages et les travailleurs des effets d'une crise pour laquelle il se déclare non responsable.

Prestations sociales : rattraper l'irratrapable

Au 1er juillet, les prestations sociales seront augmentées de 4 %, pour un coût de 6,5 milliards d'euros sur 2022. Tentons d'y voir plus clair et appuyons-nous sur l'exemple des retraites. Entre janvier et juillet, les retraités ont perdu du pouvoir d'achat, et chaque mois un peu plus : 1,8 point en janvier, 2,3 points en février, 3,4 points en mars, jusqu'à 4,8 points cumulés en juin.

Cette perte ne sera pas récupérée. La revalorisation n'intervient qu'au 1er juillet et ne compensera pas les effets d'une inflation qui continue de progresser. Et le raisonnement est valable pour les autres prestations sociales.

Augmenter les salaires, jamais !

Il n'en est absolument pas question, il s'agit au contraire de les geler, en réalité de les diminuer compte tenu de l'inflation. La logique qui opère ici peut être décrite comme le choix de faire payer l'inflation aux travailleurs. En renonçant à toute augmentation de salaire on pense juguler la boucle « prix-salaires », même si on sait pertinemment que l'augmentation des prix ne doit absolument rien aux salaires qui sont bloqués depuis des années. Il s'agit tout simplement de faire oublier qu'une partie de l'inflation est due à cette obstination de maintenir et de renforcer les profits des actionnaires et de la rente.

Pour bien faire le gouvernement prévoit de distribuer des chèques « alimentation » d'une valeur ridicule, le parfait gadget qui ne coûte rien, ne finance en rien la protection sociale et ne sert qu'à afficher une soi-disant volonté d'agir. Mais personne ne s'y trompe.

Allons plus loin dans le cynisme, en s'appuyant sur la « courbe de Phillips », qui prétend que pour diminuer l'inflation il faut comprimer la demande et donc laisser filer le taux de chômage, il semble bien ancré dans la volonté du gouvernement de ne surtout pas agir pour augmenter les salaires.

La primauté est donc bien donnée au capital sur le travail.

Nous n'avons donc clairement rien à attendre des politiques qui sont ou seront mises en œuvre, nous ne pourrions imposer nos choix, nos urgences, nos orientations que dans et par la lutte.

Une urgence pour la CGT : La Hausse généralisée des salaires

Avec notamment le SMIC à 2 000 euros bruts

Expliquons, Débattons et luttons !